



CFDT Éducation Formation Recherche Publiques  
des Pays de Loire  
9, place de la Gare de l'État, case postale n° 9 44276  
Nantes Cedex 2  
Téléphone : 02 51 83 29 30  
[nantes@sgen.cfdt.fr](mailto:nantes@sgen.cfdt.fr)  
<https://paysdeloire.sgen-cfdt.fr>

## DÉCLARATION PRÉALABLE au CSA 85 du 12 novembre 2024

Mme la Directrice académique,

Mesdames et Messieurs les membres du CSA-SD,

### Des économies à tout prix !

Après l'annonce de la suppression de 4 000 postes dans l'Education Nationale dont 3155 dans le premier degré, ce Gouvernement continue de s'en prendre à ses fonctionnaires.

En effet, reculer l'âge du départ à la retraite impliquera sans doute une augmentation du nombre d'arrêts de travail des agents vieillissants. Mais qu'importe, le Gouvernement a trouvé la solution : augmenter le délai de carence de un à trois jours et amputer de 10% de salaire les trois premiers mois de congé ordinaire. Or, les enseignants sont moins absents que les autres fonctionnaires et que les salariés du privé. Pourquoi ? Parce qu'ils ne sont pas certains d'être remplacés et hésitent à faire porter la charge de leur classe sur leurs collègues. Et tout cela avec des conditions de travail qui se dégradent avec de plus en plus d'élèves à besoins particuliers sans moyens supplémentaires. Cette réforme est méprisante pour tous les fonctionnaires.

Par ailleurs, les mesures d'austérité qui toucheront les communes, les départements et les régions auront sans doute des conséquences sur les conditions matérielles de la pratique de nos métiers.

Bien entendu, l'ensemble des collègues s'inquiètent de toutes ces annonces car elles signent une nouvelle dégradation de leurs conditions de travail. Au mieux le Gouvernement ne se soucie pas de la santé de ses fonctionnaires, au pire il les soupçonne de « tirer au flanc ». Peut-être notre Ministre pense-t-il que nous serons moins malades et qu'il pourra faire également des économies de remplaçants ?

Est-ce de cette façon que nos dirigeants comptent renforcer l'attractivité de nos métiers ?

Les enseignants ne se sentent pas soutenus dans leurs missions lorsqu'un ancien Président les méprise en sortant des bêtises énormes qui ressemblent à une provocation. En effet, en affirmant que les enseignants du primaire ne travaillent que « 24 heures par semaine, six

mois par an », il participe à ternir l'image de notre métier. Nous n'avons relevé que cette phrase mais la totalité sa déclaration est scandaleuse. Nous ne vous ferons évidemment pas l'affront de vous démontrer que ces affirmations sont totalement sans fondement, mais nous aurions aimé que Madame Genetet prenne la défense de ses agents. Son silence est pour nous intolérable !

Si vous ajoutez à cela le gel du point d'indice et la suppression de la prime destinée à compenser l'inflation... Comprenez que la coupe commence à être pleine.

## Premier degré

Ah, mais si, la France agit pour l'école ! En effet, les nouveaux programmes de cycle 1 et 2 viennent de sortir. Enfin, peut-on encore parler de cycle désormais puisque les programmes semblent désormais annuels ? Mais bon, cela ne coûte pas très cher et le grand public a l'impression que l'éducation reste une préoccupation de nos dirigeants...

Mais revenons au bilan de la carte scolaire. L'abandon des mesures de fermeture en septembre est un grand soulagement pour les enseignants, nous vous en remercions. Nous nous réjouissons également de la prise en compte des élèves scolarisés en ULIS ainsi que des élèves de moins de trois ans. Nous trouvons légitime de soutenir les petites structures en milieu rural. Mais toutes ces mesures ne devraient pas être au détriment des autres écoles. Les écoles plus urbaines, plus grandes, accueillent également un public difficile. La suppression de 20 postes en Vendée a nécessité un arbitrage, nous l'entendons, mais ce sont ces coupes budgétaires que nous ne comprenons pas. Nous avons besoin de plus de moyens humains pour répondre aux besoins de nos élèves.

Quand fera-t-on de l'école une priorité nationale ? Quand la considèrerons-nous comme un investissement ?

## Second degré

Dans le 2nd degré, la rentrée a également été synonyme de surprise. Certes, il est moins impacté par les suppressions de postes annoncées. Mais la suppression sans prévenir des enveloppes de HSE a provoqué des ajustements en urgence, souvent sans vote d'un CA. Le basculement obligatoire vers des Pactes, eux aussi en baisse, est la cerise sur le gâteau.

Des dédoublements annulés, des projets non-financés, cela impacte non seulement les collègues, mais aussi les élèves et leurs familles, qui voient les conditions de scolarité encore dégradées.

D'après les chiffres officiels du Ministère de l'Éducation Nationale, il y avait en 2023 en moyenne 30,3 élèves en lycée et 25,8 en collège. La baisse démographique que connaît notre pays actuellement aurait pu être un mal pour un bien. Nous aurions pu améliorer l'encadrement de nos élèves, améliorer les conditions de travail des enseignants à défaut d'augmentation de salaire, cela aurait été la moindre des politesses. Mais apparemment, nos dirigeants préfèrent être polis avec les agences de notation et les banquiers...

Toujours d'après les chiffres de notre ministère, il y a en France 1 enseignant pour 13,1 élèves. Cela nous place devant l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie ou la Belgique, qui a 1 enseignant pour 8,8 élèves. Par contre, nous sommes dans le Top 3, avec les États-Unis et le Royaume-Uni, 2 pays où l'éducation est réputée égalitaire et accessible à tous !

Excusez-moi cette pointe d'ironie, mais la situation est grave. Messieurs Barnier et Macron s'inspirent très maladroitement de la célèbre phrase de Jacques Chirac, "la maison brûle et ils regardent ailleurs". Ne nous étonnons pas derrière d'être très mal placé dans les classements éducatifs internationaux, car nous n'investissons plus dans notre éducation.

Nous vous remercions pour votre attention.